



Intervention de Mattea Meyer co-présidente du PS Suisse et conseillère nationale (ZH)

Seules les paroles prononcées font foi.

En tant que jeune femme et politicienne, je suis continuellement confrontée à deux questions concernant la retraite :

- La première : ne suis-je pas fatiguée de contribuer aux pensions des retraités actuels, alors que je ne recevrai moi-même que des rentes médiocres, voire aucune rente ?
- La deuxième : on parle beaucoup d'égalité, mais ne devrait-on pas parvenir à l'égalité sur l'âge de la retraite des femmes et des hommes ?

Je suis fatiguée par ces questions.

Même à 33 ans, je veux vivre dans une société qui permette à chacune et chacun de vieillir dignement. Nous ne devons pas l'oublier : l'AVS est LA réalisation sociale du XXe siècle. Elle a libéré les gens de problèmes existentiels, au sens premier du terme. C'est le plus grand plan social d'aide jamais mis en place pour des générations de travailleuses et travailleurs. Grâce à elle, la responsabilité de la prise en charge des personnes âgées a été transférée à la société dans son ensemble. Mais désormais, cette responsabilité doit enfin être pleinement assumée et la promesse de la Constitution fédérale doit enfin être respectée : il faut une AVS qui assure un revenu décent. L'initiative pour une 13^e rente AVS est un pas important dans cette direction.

Le conflit de générations qui a été évoqué est également erroné pour une autre raison. Ma génération peut mener sa vie en exerçant un emploi rémunéré et en ayant des enfants, notamment grâce aux parents qui passent 160 millions d'heures à assumer des tâches de soin. Un enfant sur trois de moins de 13 ans est gardé par ses grands-parents. Sans eux, et surtout sans les grands-mères de nos enfants, l'économie s'effondrerait.

En bref, il n'y a pas de conflit générationnel, et nous ne permettrons pas non plus que ma génération soit opposée à celle qui la précède. Le seul conflit qui existe avec l'AVS est entre celles et ceux qui en ont besoin, et celles et ceux qui n'en ont *pas* besoin.

Je suis également fatiguée par cette seconde question, parce que je m'oppose à une augmentation de l'âge de la retraite des femmes, précisément pour des questions d'égalité. Il ne s'agit pas de garder en main les cartes de l'absence d'égalité de rémunération ou de la répartition inégale du travail rémunéré et non rémunéré pour les jouer contre une augmentation de l'âge de la retraite des femmes. Ce serait absurde : 44 années de salaires inférieurs et une vie entière de travail non rémunéré ne peuvent être compensées par une année de travail rémunéré en moins. L'égalité de rémunération est notre droit. Et une répartition plus équitable du travail rémunéré comme non rémunéré reste un droit social. Les deux ont des conséquences négatives massives pour les femmes jusqu'à l'âge de la retraite.

Je me bats contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes parce qu'il s'agit d'une péjoration de la retraite. C'est inacceptable au vu de la réalité de la vie de centaines de milliers de personnes touchées.

Une femme sur quatre n'a que l'AVS pour vivre. Une femme sur dix dépend des prestations complémentaires immédiatement après avoir atteint l'âge de la retraite. La pension médiane des femmes, premier et deuxième piliers compris, est inférieure à 3 000 francs.

Mais au lieu de garantir enfin des améliorations, la majorité conservatrice du Parlement n'a pas de meilleure idée que de faire passer une réduction des rentes. C'est une insulte, deux ans après la Grève des Femmes !

Ce qu'il faut maintenant, ce sont des prestations de retraite suffisantes pour vivre. Cela implique une extension de l'AVS, car elle n'est pas seulement financée par une base solidaire, mais est également incroyablement efficace. C'est également le seul régime d'assurance sociale qui reconnaît le travail non rémunéré de soins et d'éducation des enfants sous la forme d'une rente.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une prévoyance vieillesse tournée vers l'avenir.